

# Rwanda

## Les mystères de l'attentat qui fit basculer le Rwanda.

Colette Braeckman

Le Soir, 7 avril 1998, page 8

**Quatre ans après, aucune enquête ne s'est attachée aux circonstances du coup d'envoi du génocide.**

Il était 20 heures 20 à Kigali lorsque l'avion Falcon qui ramenait de Tanzanie le président Juvénal Habyarimana et celui du Burundi, Cyprien Ntaryamira explosa en vol, atteint par deux missiles tirés coup sur coup. L'appareil s'écrasa dans l'enceinte de la présidence, à quelques pas de la piscine. La garde présidentielle et le commandant français de Saint Quentin, se précipitèrent vers l'épave : les Rwandais empêchèrent les Casques bleus de la Minuar de s'approcher. Et le Français se pencha vers ce qui semblait être la boîte noire.

Le drame se noua dans les minutes qui suivirent : les tueurs, munis de listes nominatives, se mirent à la recherche des leaders hutus de l'opposition et des Tutsis, tandis que depuis l'ambassade de France une accusation terrible était formulée par une voix anonyme : Ce sont les Belges qui ont abattu l'avion.

**Tout et rien**

Aussitôt reprise, amplifiée par la Radio des Mille Collines, l'accusation devait donner le signal de la campagne antibelge qui culmina avec la mise à mort des dix Casques bleus appelés à protéger le Premier ministre Agathe Uwilingiyimana.

Tout, ou presque, a été dit à propos de la mort des dix Casques bleus. Mais aucune enquête n'a encore tenté d'éclairer les circonstances de l'attentat contre l'avion : la carcasse de l'appareil gît toujours aux abords de la présidence et ni les Nations unies, ni la France, ni la Belgique, ni le Rwanda ne semblent désireux de savoir qui a déclenché la tragédie. Et pourquoi.

L'attentat fut cependant une opération minutieusement préparée : dès le matin du 6 avril, des militaires avaient pris position sur la colline de Massaka, d'où partirent les deux missiles, dans une zone où seule avait accès la garde présidentielle. Un témoin nous confia que ces militaires, Noirs et vêtus de l'uniforme rwandais, portaient leur béret de l'autre côté, à la française. Dans les semaines précédentes, des soldats antillais avaient été vus à Kigali, por-

tant l'uniforme rwandais.

Le tir lui-même fut l'œuvre de spécialistes : pour réussir à abattre la cible – en tirant deux missiles coup sur coup –, il fallait savoir que l'avion présidentiel était doté d'un leurre que seul le deuxième coup, presque simultané, pouvait rendre inopérant. Or, les militaires rwandais n'avaient pas été formés au tir de missiles, ce qui n'était pas le cas des membres du Dami (Département français d'assistance militaire à l'instruction) ou du GIGN (Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale).

En décembre, après la fin de l'Opération Noroît, des militaires français étaient restés au Rwanda ; d'autres avaient été revus dès février, à Butare entre autres, et assuraient se trouver là pour une mission de courte durée. Plus tard, les corps de deux gendarmes du GIGN, spécialistes des écoutes radio, furent retrouvés près de l'hôtel Méridien, tandis que, selon un témoignage qui devait nous parvenir, deux membres du Dami auraient pris part à l'attentat.

## Qui ?

Plusieurs témoins ont vu des militaires blancs – certains portaient l'uniforme des Casques bleus belges – quitter la zone de Massaka, tandis qu'un Rwandais établi près de l'endroit d'où furent tirés les missiles, nous montra dans sa parcelle l'emplacement où, disait-il, un Européen avait été enterré !

Quant aux armes, des enquêteurs belges – avant d'être déchargés de leur mission – établirent qu'il s'agissait de missiles SAM, d'origine soviétique, de la série Strela. Le professeur Reyntjens, lui, apprit qu'il s'agissait de missiles de

série Gimlet. Il paraît quasiment certain aujourd'hui que ces missiles sol-air provenaient de stocks irakiens saisis lors de la guerre du Golfe.

Selon le professeur belge, ces missiles se trouvaient aux mains de l'armée française, qui aurait donc pu les fournir aux extrémistes hutus de l'armée rwandaise ; mais selon la France, ils auraient été fournis par l'armée ougandaise, qui les aurait elle-même reçus des Américains après la guerre du Golfe. Paris reconnaît avoir, ensuite, continué pendant quelques jours à livrer des armes au Rwanda sans se rendre compte qu'un génocide était en cours.

Que l'attentat soit imputé au FPR (qui n'avait pas accès au site de Massaka) ou aux extrémistes hutus et à leurs alliés, une chose est certaine : il a pris les deux parties au dépourvu. Plusieurs dirigeants du Front patriotique (aujourd'hui au pouvoir) se trouvaient à Kigali le 6 avril, en grand danger (risque qu'ils n'auraient pas couru s'ils avaient été au courant des projets d'attentat) tandis que les témoignages du colonel Marchal comme du général Dallaire concordent pour dire que le colonel Bagosora, considéré comme le cerveau du génocide, affichait un état de panique et se montra totalement désorganisé, dans les heures suivant la mort du président.

Qui alors furent les commanditaires et les exécutants ? On peut supposer que seul un très petit nombre de personnes étaient dans le secret. Et que le commando, pour prévenir tout risque de fuite, se garda d'avertir l'état-major hutu, conscient de toutes manières de l'enchaînement fatal qui devait mettre en œuvre la machine à tuer.

COLETTE BRAECKMAN